

l'évolution du marché commun. Des discussions détaillées et des consultations se poursuivent activement entre les pays du GATT, en vue d'assurer que le Marché commun tienne compte, dans la détermination de sa ligne de conduite, des vues et des intérêts de tous les pays commerçants. Nous aurons l'occasion d'examiner de près les ententes que les six sont en train de mettre au point dans le domaine de l'agriculture. De plus, des dispositions ont été prises au sein du GATT afin que les niveaux de tarif commun extérieur fassent l'objet de négociations avant d'être mis en application.

Nous avons confiance que le Marché commun européen, étant parmi les grandes associations commerciales du monde, voudra jouer un rôle positif et constructif dans le domaine du commerce mondial, et qu'il joindra ses efforts à ceux du Canada et des autres pays pour stimuler le commerce mondial d'une façon vraiment multilatérale. Les honorables députés n'ignorent pas qu'Ottawa a reçu récemment la visite des distingués présidents des trois agences qui administrent les affaires de la nouvelle communauté européenne, et qu'à cette occasion, fort heureusement, nous avons pu discuter de ces questions avec eux.

En dehors du Marché commun proprement dit, certains autres pays d'Europe, y compris le Royaume-Uni, étudient actuellement la possibilité de s'unir pour former une zone de libre-échange, et de créer une association plus vaste qui engloberait toute l'Europe occidentale. Il va de soi que ces pourparlers sont d'un très grand intérêt et d'une très grande portée pour le Canada. Il est trop tôt pour pouvoir hasarder des pronostics sur l'issue possible de ces entretiens, mais le comité peut être certain que nous suivons les événements de près.

A titre de signataires de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, nous avons eu l'occasion d'étudier, de concert avec d'autres pays, toutes les répercussions que pourrait entraîner le mouvement vers la convertibilité des monnaies. A la réunion des parties contractantes, en mai de cette année, nous avons pu faire valoir nos arguments pour la suppression complète des restrictions discriminatoires contre les marchandises canadiennes, et nous avons obtenu une réaction encourageante. En général, les parties contractantes ont reconnu qu'aux termes du GATT, le maintien de ces distinctions ne se justifie plus sur le plan financier, et nous sommes aujourd'hui en droit d'attendre des autres pays qu'ils s'acquittent entièrement des obligations qu'ils ont envers le Canada en vertu du GATT, et qu'ils fassent bientôt le nécessaire pour supprimer ces restrictions.

[L'hon. M. Churchill.]

Au cours de cette réunion, le GATT a abordé aussi une autre importante question: celle des restrictions à l'importation en vigueur en Allemagne. Nous avons réussi à obtenir de l'Allemagne la promesse ferme de supprimer ses restrictions à l'importation sur un grand nombre de produits, y compris certains matériaux de base importants pour le commerce du Canada. Cependant, l'Allemagne n'a pas pu jusqu'ici enlever les restrictions visant certaines denrées agricoles. Les arrangements ont cependant été conclus aux termes du GATT qui, tout en permettant à l'Allemagne de maintenir ses restrictions, sous réserve de conditions convenues, pour une période maximum de trois ans, nous assurent que les lignes de conduite allemandes à cet égard feront l'objet d'une étude détaillée et continue de la part du GATT. Cet arrangement, n'est pas pleinement satisfaisant, mais il résout en partie ce qui a été un point difficile des relations commerciales internationales de l'Allemagne. A la réunion de mai du GATT, nous avons accueilli avec plaisir l'entrée d'Israël au sein du GATT et l'association de la Yougoslavie aux travaux des parties contractantes. Non seulement cela renforcera nos propres relations commerciales avec la Yougoslavie et le nouvel État d'Israël, mais cela nous fournit aussi une preuve de l'intérêt continu et croissant que les pays commerçants portent à cet accord.

Nous avons continué de nous occuper attentivement de nos relations commerciales avec les pays de l'Amérique latine. Un observateur du Canada a assisté à Panama aux récentes réunions de la commission économique de l'Amérique latine. Le Canada a aussi participé aux travaux du groupe d'étude sur le café qui a été établi l'an dernier à Washington. Cette organisation revêt une importance particulière pour un certain nombre de pays de l'Amérique latine qui comptent sur les exportations du café pour une bonne proportion de leurs gains de change étranger. Nous avons eu aussi l'occasion, au sein du GATT, de consulter et de collaborer avec les représentants des pays de l'Amérique latine à l'égard de divers problèmes, y compris des propositions en vue d'accroître le marché mondial des produits agricoles. Nous avons, d'habitude, acheté près de deux fois plus de produits que nous en avons vendu dans nos échanges commerciaux avec les pays de l'Amérique latine. L'an dernier, nos ventes d'exportation à cette région ont fléchi, à cause des restrictions frappant les importations que plusieurs de ces pays ont dû imposer parce que leurs gains de change ont fléchi au cours de la période de régression mondiale. Maintenant que la situation économique internationale